

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 28 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



DELAIRE FERS ET METAUX

7-9 rue de l'Erbonnière
BP 41809
35510 Cesson-Sévigné

Références : UD 35/2022-630
Code AIOT : 0005517168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement DELAIRE FERS ET METAUX implanté Zone d'activités Les Mottais Route de Rennes 35230 ST ARMEL. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELAIRE FERS ET METAUX
- Zone d'activités Les Mottais Route de Rennes 35230 ST ARMEL
- Code AIOT : 0005517168
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Ex IED - MTD

installation de collecte, regroupement, tri et transit de déchets dangereux (batteries) et non dangereux (métaux et ferrailles) et de traitement de déchets non dangereux.

Le thème de visite retenu est le suivant : Suivi des mesures compensatoires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Suivi des mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 09/12/2021, article 4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site continue d'être exploité alors que la très grande majorité des travaux et déplacements prévus dans le cadre des mesures compensatoires n'a pas été réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2021, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, travaux et déplacements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures de réduction et de compensation des effets négatifs présentés par le projet sur l'environnement et la santé ainsi que les mesures de suivi définies sont : <ul style="list-style-type: none">- travaux visant à assurer la collecte et le traitement des eaux de ruissellement :<ul style="list-style-type: none">- imperméabilisation de l'ensemble des aires utilisées dans le cadre de l'activité classée de l'installation ;- collecte de l'ensemble des eaux pluviales de voiries pour en assurer le rejet après passage dans un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures ;- mesure régulière des polluants aqueux susceptibles d'être émis dans le cadre des activités pratiquées.- travaux visant à assurer le confinement de l'installation en cas de pollution ou en cas d'incendie :<ul style="list-style-type: none">- mise en place de deux cuves enterrées d'un volume suffisant pour assurer le confinement des eaux d'un éventuel incendie ;- mise en place d'une vanne de confinement en aval des citernes enterrées et dispositif de coupure de la pompe de relevage permettant le confinement des eaux avant leur rejet au milieu.- déplacement des activités bruyantes dans des zones exposant moins les tiers aux nuisances inhérentes :<ul style="list-style-type: none">- définition des zones à émergences réglementées permettant de cibler les tiers les plus exposés au bruit ;- déplacement de la zone la plus bruyante de presse-cisaille au niveau d'un bâtiment interne, permettant d'assurer un écran phonique vers les zones à émergences réglementées ;- mesure régulière des niveaux sonores de l'installation. L'ensemble des travaux prévus en compensation de l'effet de l'installation sur l'environnement est achevé dans les six mois suivants la signature du présent arrêté. L'exploitant adresse, dans ce même délai, le bilan commenté des mesures de suivi des polluants émis dans le milieu aqueux et des mesures de niveau sonore.
Constats : Parmi l'ensemble des travaux prévus dans un délai de six mois après la signature de l'arrêté du 09/12/2021, seules sont réalisées : <ul style="list-style-type: none">- la collecte de l'ensemble des eaux pluviales de voiries pour en assurer le rejet après passage dans un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures ;- la mesure régulière des polluants aqueux susceptibles d'être émis dans le cadre des activités pratiquées. L'Inspection constate donc que les autres dispositions de l'article objet du point de contrôle ne sont pas respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois